

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013, contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3% dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

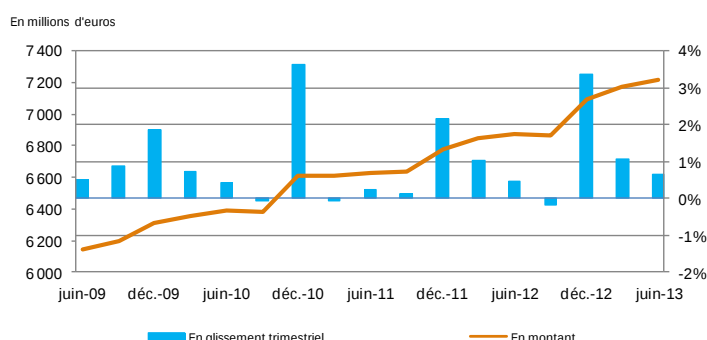
DES INDICATEURS FINANCIERS QUI MANQUENT DE DYNAMISME

La Guadeloupe connaît au deuxième trimestre 2013 une nouvelle dégradation de l'activité économique qui touche la quasi-totalité des secteurs. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau sensiblement et s'établit bien en deçà de sa moyenne de longue période. Dans ce contexte, l'activité bancaire est peu dynamique sur le trimestre.

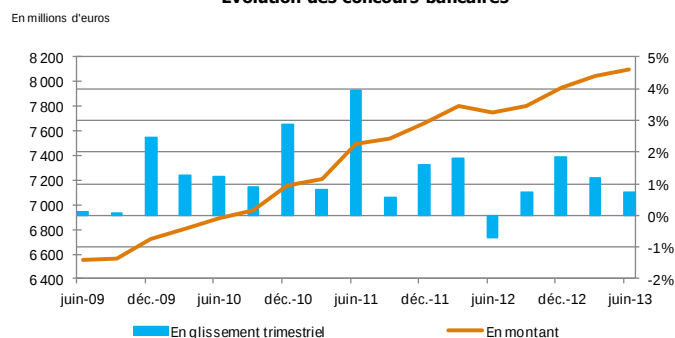
L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,1 milliards d'euros, progresse faiblement sur trois mois (+0,7 % après +1,2 % à fin mars 2013). Si les crédits aux entreprises affichent un timide redressement (+1,8 % après +0,9 % au trimestre précédent), les crédits aux ménages continuent de croître à un rythme modéré (+0,9 %) et ceux alloués aux collectivités locales s'inscrivent en diminution (-2,2 %). Sur un an, l'encours affiche toutefois une bonne performance (+4,6 % contre +3,1 % à fin mars).

La collecte nette d'actifs financiers s'essouffle également au deuxième trimestre, enregistrant un nouveau ralentissement de son rythme de croissance (+0,6 % après +1,1 % trois mois plus tôt). Elle bénéficie essentiellement du dynamisme des dépôts à vue des ménages (+3,5 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT CONTRASTÉE

Hausse des crédits aux entreprises

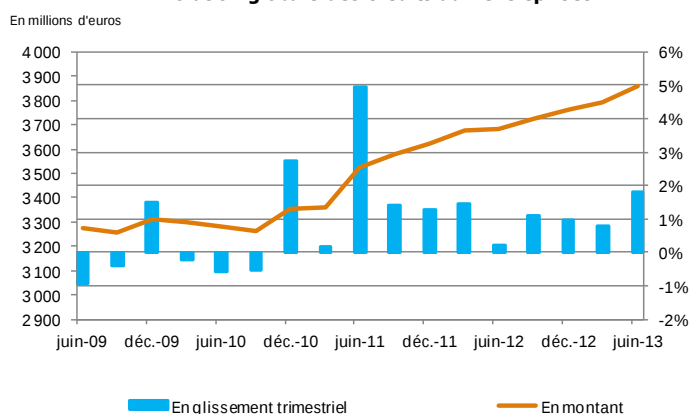
Les financements consentis aux entreprises enregistrent une légère embellie à fin juin 2013. À 3,9 milliards d'euros, l'encours affiche sa plus forte progression trimestrielle (+1,8 %, soit +68,6 millions d'euros) depuis juin 2011. L'évolution annuelle confirme cette tendance (+4,8 % sur un an après +3,1 % en mars 2013).

La diminution continue **des crédits d'exploitation** observée depuis septembre 2012 tend à s'estomper au deuxième trimestre 2013. L'encours affiche ainsi un net rebond (+28,5 % sur trois mois après -6,5 % en mars 2013). Cette évolution doit cependant être relativisée compte tenu d'une opération de réajustement comptable réalisée par une banque de la place sur les découverts, sans laquelle l'encours de crédits d'exploitation augmenterait tout de même de 19,4 %.

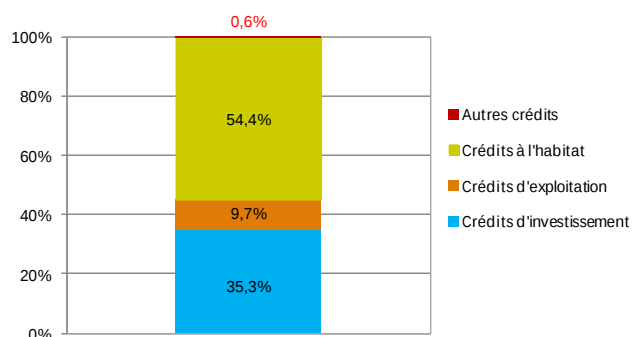
Les crédits immobiliers poursuivent leur progression mais à un rythme modéré (+0,7 % après +1,3 % en mars 2013). Sur douze mois, la croissance reste dynamique, quoiqu'en léger ralentissement (+7,9 % sur un an après +9,9 %).

En revanche, dans un contexte économique peu porteur, **les crédits d'investissement** se contractent sur le trimestre (-2 %). Sur un an, ils enregistrent toutefois une croissance positive (+2,2 %), après quatre trimestres consécutifs de baisse.

Évolution globale des crédits aux entreprises



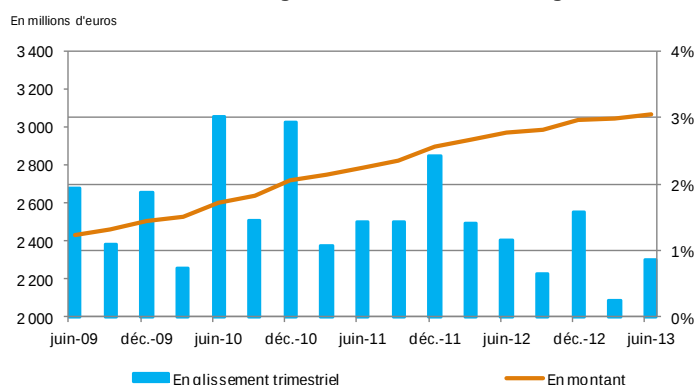
Répartition des crédits aux entreprises



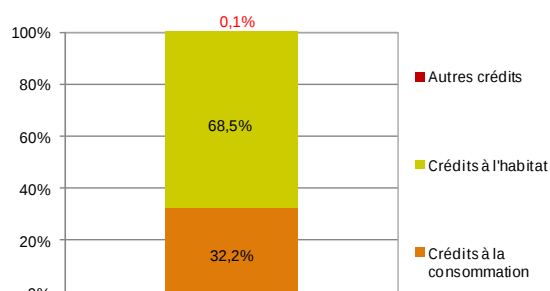
Croissance contenue des crédits aux ménages

Au deuxième trimestre 2013, l'encours sain des crédits aux ménages connaît une faible hausse (+26,1 millions d'euros, soit +0,9 %). La progression annuelle est plus soutenue (+3,4 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Les crédits à la consommation restent en retrait avec un recul de 0,4 % sur le trimestre. Cette tendance à la baisse est également observée en rythme annuel (-0,7 %), en raison de l'atonie de la demande dans le département. Le nombre de véhicules neufs immatriculés a de nouveau diminué (-7 % par rapport au trimestre précédent) se rapprochant de ses plus bas niveaux enregistrés durant la crise de 2009.

Le financement de l'habitat montre en revanche quelques signes de reprise. L'encours, qui concentre 67,9 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, progresse de 1,4 % après +0,8 % au trimestre précédent.

Contraction des crédits aux collectivités

Au 30 juin 2013, les crédits alloués au secteur public marquent le pas, avec une baisse de 2,2 % (-19,2 millions d'euros) sur trois mois. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (96,4 % de l'ensemble), diminuent de 1,8 % (-14,7 millions d'euros). Ces derniers enregistrent cependant une hausse soutenue en glissement annuel (+11,3 %), en lien notamment avec les projets de rénovation menés par certaines communes du département.

Poursuite de l'amélioration de la sinistralité

À 532,9 millions d'euros, l'encours **des créances douteuses brutes** de la place bancaire locale continue de diminuer : -3,5 % sur un an et -0,4 % sur trois mois. **Le taux de créances douteuses brutes** reste quasi stable sur le trimestre à 7,4 % (-0,1 point), mais connaît une amélioration marquée sur un an (-0,6 point). Le taux de provisionnement des banques locales s'inscrit en augmentation par rapport à juin 2012 (+2,1 points).

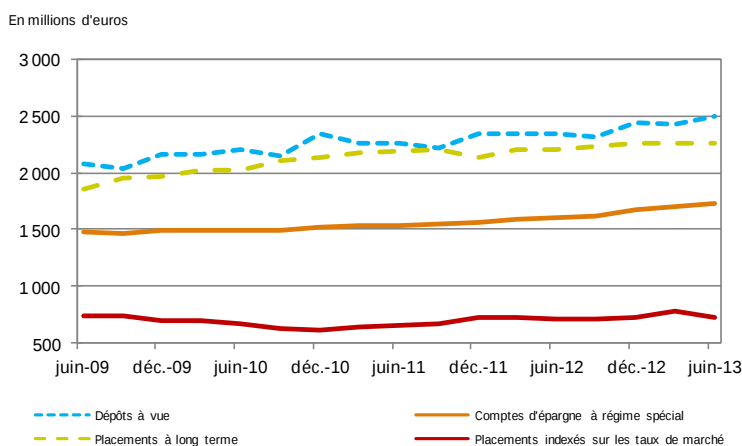
UN ESSOUFFLEMENT DES ACTIFS FINANCIERS

À fin juin 2013, le rythme de croissance **des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe** accuse un nouveau ralentissement. L'encours, à 7,2 milliards d'euros, enregistre son plus faible taux de croissance (+0,6 %) depuis septembre 2012. En glissement annuel, l'encours croît néanmoins de 4,9 % (soit +338,4 millions d'euros).

La perte de vitesse des actifs financiers est principalement liée au recul **des placements liquides ou à court terme** (-1,1 % sur trois mois). **L'épargne longue** demeure pour sa part atone (+0,3 %), en raison notamment d'une évolution peu dynamique de l'assurance-vie (+1 %).

En revanche, les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (34,5 % du total des actifs financiers), affichent un rebond tant en rythme annuel (+6 % après +3,6 % en mars 2013) que trimestriel (+2,8 % après -0,7 %).

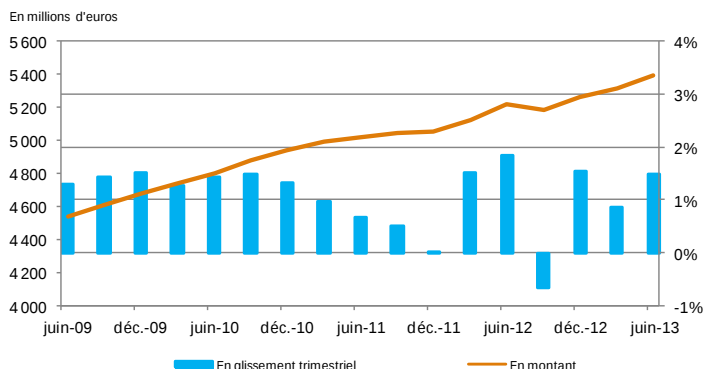
Évolution des principales composantes des actifs financiers



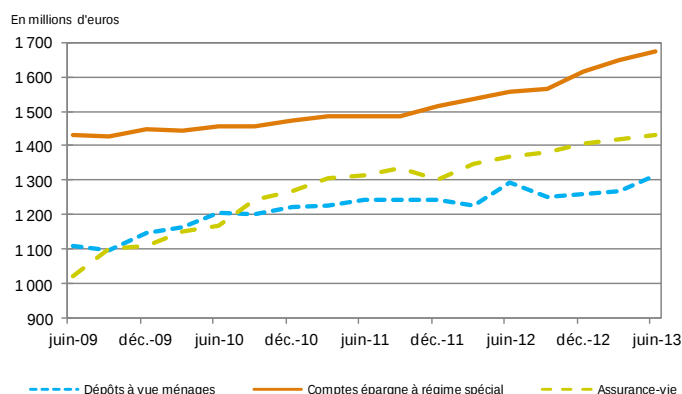
Redressement de l'épargne des ménages

Dans une conjoncture économique toujours morose, les ménages affichent un comportement financier attentiste à fin juin 2013. **Leurs placements** augmentent de 1,5 % (+78,9 millions d'euros) sur le trimestre, après avoir connu une croissance ralentie en mars 2013 (+0,9 %). Sur un an, ces derniers progressent de 170,3 millions d'euros, soit +3,3 % et totalisent 5,4 milliards d'euros à fin juin 2013.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les dépôts à vue des ménages affichent une bonne performance, en augmentation de 3,5 % sur trois mois (après +0,7 % en mars 2013). Une hausse plus modérée est observée sur douze mois (+1,5 %).

Les placements liquides ou à court terme connaissent un taux de croissance relativement stable (+1,2 % après +1,8 % en mars 2013). Cette évolution est, comme au trimestre précédent, imputable à l'augmentation des livrets A (+2,2 % sur trois mois et 12 % sur un an) et des livrets de développement durable (respectivement +3,9 % et +29,5 %), suite au relèvement des plafonds. Les placements indexés sur les taux de marché s'inscrivent pour leur part en léger retrait (-0,7 %).

L'épargne longue enregistre de nouveau une faible progression trimestrielle (+0,5 %). L'assurance-vie, qui demeure le premier produit d'épargne à long terme des ménages (64,9 % du total), affiche une collecte nette de 13,9 millions d'euros sur le trimestre (+0,5 %).

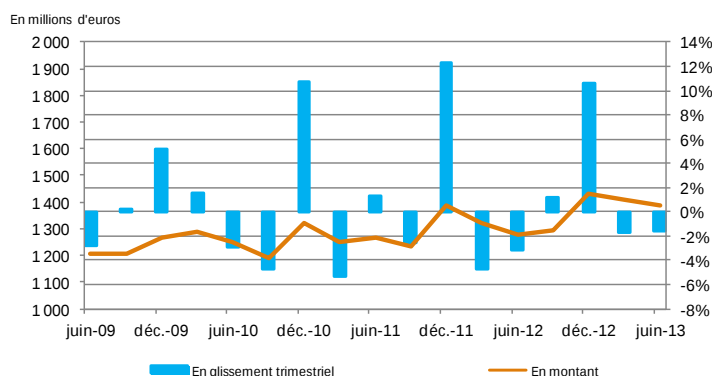
Nouveau recul des placements des entreprises

La baisse **des actifs financiers détenus par les sociétés non financières** en début d'année, se confirme au deuxième trimestre : l'encours diminue de 1,6 % sur trois mois après un retrait de 1,7 % au trimestre précédent. En glissement annuel, l'encours continue de progresser à un rythme soutenu (+8,3 %).

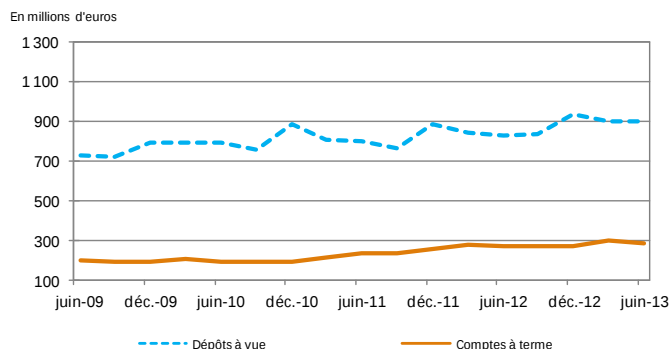
L'évolution observée est liée à la baisse conjointe **des placements liquides ou à court terme** (-4,3 %) et, dans une moindre mesure, de **l'épargne longue** (-7,2 %).

Les dépôts à vue sont quant à eux stables (+0,1 % après -4 % en mars 2013).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des placements des autres agents

Les placements des autres agents s'inscrivent en retrait au deuxième trimestre (-2,5 %, soit -11,3 millions d'euros) après avoir progressé sensiblement au premier trimestre (+13,7 %). Ces derniers sont impactés par la contraction des placements liquides ou à court terme (-17 %) et de l'épargne longue (-11,4 %).

MÉTHODOLOGIE

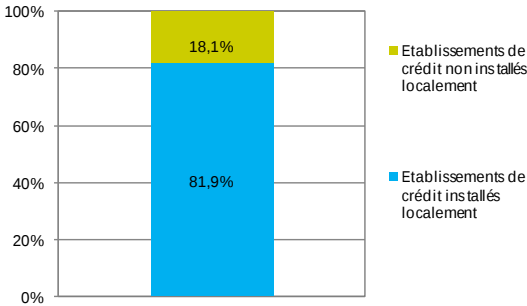
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

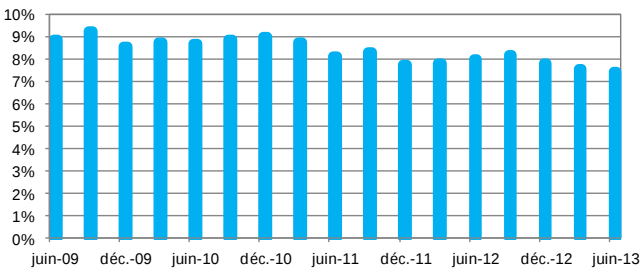
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	442,6	358,4	362,4	381,4	364,2	313,0	292,6	376,0	28,5%	-1,4%
Créances commerciales	34,3	34,4	31,1	37,4	36,3	34,6	34,1	41,6	21,8%	11,2%
Crédits de trésorerie	202,1	162,2	153,6	157,7	154,1	137,8	132,5	145,8	10,0%	-7,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	43,0	40,5	38,3	35,6	34,8	35,2	34,8	33,9	-2,3%	-4,6%
Comptes ordinaires débiteurs	184,2	138,3	145,8	158,4	149,7	115,5	105,0	166,4	58,4%	5,0%
Affacturage	22,0	23,5	31,9	27,9	24,1	25,1	21,0	22,3	6,4%	-20,1%
Crédits d'investissement	1 318,5	1 337,7	1 340,6	1 331,1	1 309,6	1 366,5	1 388,3	1 360,8	-2,0%	2,2%
Crédits à l'équipement	1 115,5	1 103,5	1 102,2	1 083,6	1 070,2	1 128,8	1 146,7	1 123,4	-2,0%	3,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	103,0	130,4	116,1	71,8	71,8	68,5	67,8	66,6	-1,8%	-7,3%
Crédit-bail	202,9	234,2	238,4	247,5	239,4	237,7	241,6	237,4	-1,7%	-4,1%
Crédits à l'habitat	1 496,0	1 561,5	1 799,0	1 944,8	2 024,5	2 055,2	2 082,6	2 098,1	0,7%	7,9%
Autres crédits	16,2	25,3	25,3	26,5	25,4	25,5	26,8	24,1	-10,3%	-9,4%
Encours sain	3 273,2	3 282,9	3 527,3	3 683,7	3 723,7	3 760,1	3 790,3	3 858,9	1,8%	4,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	882,3	919,8	967,2	988,6	986,4	993,7	985,7	981,6	-0,4%	-0,7%
Crédits de trésorerie	802,4	842,4	886,9	908,9	906,4	918,0	908,6	907,6	-0,1%	-0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	45,6	48,0	53,1	52,5	54,0	50,3	52,2	50,3	-3,8%	-4,3%
Crédit-bail	34,3	29,4	27,3	27,2	26,0	25,4	24,9	23,8	-4,3%	-12,5%
Crédits à l'habitat	1 550,7	1 681,5	1 817,3	1 978,2	1 999,8	2 039,0	2 054,8	2 084,1	1,4%	5,4%
Autres crédits	1,7	1,4	1,8	3,4	3,2	3,7	3,6	4,5	24,4%	31,1%
Encours sain	2 434,7	2 602,7	2 786,3	2 970,2	2 989,3	3 036,3	3 044,1	3 070,2	0,9%	3,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	10,4	7,3	70,3	15,9	13,3	28,6	26,5	22,4	-15,5%	40,4%
Crédits de trésorerie	10,2	6,9	12,2	13,9	11,3	17,2	16,2	8,5	-47,9%	-39,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,4	58,1	2,0	1,9	11,4	10,3	13,9	35,7%	595,8%
Crédits d'investissement	613,1	721,3	743,4	735,7	763,0	802,3	833,3	818,6	-1,8%	11,3%
Crédits à l'équipement	612,5	720,9	743,1	735,6	762,9	802,2	833,2	818,5	-1,8%	11,3%
Autres crédits	12,3	12,3	10,3	9,0	8,8	8,5	8,5	8,0	-4,8%	-10,9%
Encours sain	635,8	740,9	824,1	760,7	785,2	839,4	868,2	849,0	-2,2%	11,6%
Autres agents										
Encours sain	210,7	264,3	359,4	330,0	304,0	309,7	338,3	321,5	-5,0%	-2,6%
TOTAL										
Encours sain	6 554,4	6 890,8	7 497,1	7 744,6	7 802,2	7 945,6	8 040,9	8 099,6	0,7%	4,6%
dont ECNIL	1 172,1	1 248,0	1 361,2	1 401,1	1 405,3	1 430,3	1 455,6	1 469,2	0,9%	4,9%
Créances douteuses brutes	553,6	604,1	624,7	603,1	629,6	612,0	598,0	597,4	-0,1%	-1,0%
dont ECIL	523,6	534,1	543,0	552,2	567,8	550,4	534,9	532,9	-0,4%	-3,5%
Créances douteuses nettes	195,0	243,0	260,9	225,5	244,4	233,6	219,9	221,8	0,9%	-1,6%
(dt) Entreprises	121,9	183,0	196,3	169,0	169,6	164,6	157,0	156,0	-0,6%	-7,7%
(dt) Ménages	65,2	55,8	53,0	55,6	53,1	48,4	54,1	51,5	-4,7%	-7,3%
Provisions	358,6	361,1	363,8	377,6	385,2	378,5	378,2	375,5	-0,7%	-0,6%
Encours brut total	7 108,1	7 494,9	8 121,8	8 347,8	8 431,8	8 557,6	8 639,0	8 697,0	0,7%	4,2%
Taux de créances douteuses	7,8%	8,1%	7,7%	7,2%	7,5%	7,2%	6,9%	6,9%	-0,1pt(s)	-0,4pt(s)
dont ECIL	8,9%	8,6%	8,1%	8,0%	8,2%	7,8%	7,5%	7,4%	-0,1pt(s)	-0,6pt(s)
Taux de provisionnement	64,8%	59,8%	58,2%	62,6%	61,2%	61,8%	63,2%	62,9%	-0,4pt(s)	0,3pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 203,8	1 251,1	1 266,4	1 278,8	1 293,3	1 431,0	1 406,9	1 385,0	-1,6%	8,3%
Dépôts à vue	727,4	789,2	797,1	829,0	832,6	937,0	899,3	900,5	0,1%	8,6%
Placements liquides ou à court terme	428,6	408,0	417,8	398,3	412,7	447,5	469,8	449,5	-4,3%	12,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,4	3,1	4,7	3,6	4,7	3,5	3,9	3,3	-15,4%	-7,9%
Placements indexés sur les taux de marché	426,1	405,0	413,2	394,7	408,1	444,0	465,9	446,2	-4,2%	13,0%
dont comptes à terme	201,9	193,5	232,1	270,7	268,3	273,4	300,2	283,7	-5,5%	4,8%
dont OPCVM monétaires	186,5	163,2	142,4	80,3	102,1	123,1	118,8	105,4	-11,3%	31,3%
dont certificats de dépôt	37,6	48,3	38,5	43,6	37,5	47,5	46,8	57,0	21,8%	30,6%
Épargne à long terme	47,8	53,9	51,5	51,5	48,0	46,4	37,8	35,1	-7,2%	-31,9%
dont OPCVM non monétaires	23,0	25,3	27,3	24,4	19,4	18,4	17,1	14,8	-13,7%	-39,5%
Ménages	4 542,470	4 804,995	5 023,518	5 221,128	5 186,002	5 266,642	5 312,603	5 391,474	1,5%	3,3%
Dépôts à vue	1 109,4	1 203,9	1 245,1	1 294,6	1 251,6	1 260,0	1 269,1	1 314,0	3,5%	1,5%
Placements liquides ou à court terme	1 641,9	1 651,7	1 668,2	1 787,2	1 778,1	1 814,0	1 846,9	1 869,4	1,2%	4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 431,7	1 455,8	1 485,7	1 555,2	1 566,6	1 616,8	1 648,1	1 672,0	1,5%	7,5%
dont livrets ordinaires	613,5	622,0	615,2	632,5	639,1	630,7	637,9	639,5	0,2%	1,1%
dont livrets A et bleus	497,0	518,7	555,5	604,6	609,6	644,3	662,4	677,3	2,2%	12,0%
dont livrets jeunes	15,6	15,0	14,9	14,6	14,7	14,9	14,5	14,8	1,7%	1,1%
dont livrets d'épargne populaire	60,6	53,7	49,2	47,4	47,4	46,1	43,1	43,2	0,2%	-8,9%
dont livrets de développement durable	135,0	135,9	138,7	145,4	145,6	170,9	181,2	188,3	3,9%	29,5%
dont comptes d'épargne logement	110,0	110,5	112,2	110,7	110,2	110,0	108,9	108,9	0,1%	-1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	210,2	196,0	182,5	232,0	211,5	197,2	198,9	197,4	-0,7%	-14,9%
dont comptes créditeurs à terme	139,2	139,2	133,6	193,3	178,0	164,9	169,2	169,1	-0,1%	-12,5%
dont bons de caisse	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,4	-38,1%	-40,0%
dont OPCVM monétaires	70,2	56,1	48,1	38,0	32,7	31,6	29,0	27,9	-3,6%	-26,5%
Épargne à long terme	1 791,1	1 949,4	2 110,3	2 139,4	2 156,3	2 192,6	2 196,5	2 208,1	0,5%	3,2%
dont plans d'épargne logement	437,2	437,3	441,7	449,7	447,5	457,1	457,5	459,4	0,4%	2,2%
dont plans d'épargne populaire	81,6	78,9	72,3	69,9	69,2	69,7	68,9	67,9	-1,5%	-2,8%
dont autres comptes d'épargne	6,5	6,6	5,8	5,6	5,8	5,5	5,4	5,5	0,3%	-2,2%
dont portefeuille titre	163,5	181,7	193,3	184,9	190,7	192,4	187,0	186,6	-0,2%	0,9%
dont OPCVM non monétaires	81,0	76,2	83,4	59,8	60,2	61,3	59,1	56,3	-4,8%	-6,0%
dont contrats d'assurance-vie	1 021,3	1 168,7	1 313,9	1 369,5	1 383,0	1 406,5	1 418,5	1 432,4	1,0%	4,6%
Autres agents	397,5	329,8	335,5	377,3	384,6	396,2	450,4	439,1	-2,5%	16,4%
Dépôts à vue	234,7	202,8	216,2	223,8	223,1	240,7	253,1	274,1	8,3%	22,5%
Placements liquides ou à court terme	145,7	109,8	98,0	134,9	142,3	136,0	176,0	146,1	-17,0%	8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,7	37,2	43,3	48,0	49,7	55,2	54,6	57,4	5,2%	19,7%
Placements indexés sur les taux de marché	105,1	72,5	54,7	86,9	92,6	80,8	121,4	88,7	-26,9%	2,1%
dont comptes à terme	60,1	33,5	25,2	56,0	69,3	60,3	59,7	61,1	2,3%	9,1%
Épargne à long terme	17,1	17,3	21,3	18,6	19,2	19,5	21,2	18,8	-11,4%	1,3%
Total actifs financiers	6 143,8	6 385,9	6 625,5	6 877,2	6 863,9	7 093,8	7 169,8	7 215,6	0,6%	4,9%
Dépôts à vue	2 071,5	2 195,9	2 258,4	2 347,4	2 307,3	2 437,7	2 421,6	2 488,6	2,8%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	2 216,2	2 117,7	2 184,0	2 320,4	2 333,1	2 397,5	2 492,7	2 465,0	-1,1%	6,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 474,8	1 481,6	1 533,7	1 606,7	1 621,0	1 675,5	1 706,5	1 732,7	1,5%	7,8%
dont livrets ordinaires	638,3	648,1	645,5	667,1	675,1	670,7	676,8	680,5	0,5%	2,0%
dont livrets A et bleus	504,0	531,3	573,1	621,4	627,9	662,7	681,7	696,5	2,2%	12,1%
dont livrets jeunes	15,6	15,1	14,9	14,6	14,7	14,9	14,5	14,8	1,7%	1,2%
dont livrets d'épargne populaire	60,6	53,7	49,2	47,4	47,4	46,1	43,1	43,2	0,2%	-8,9%
dont livrets de développement durable	135,0	135,3	138,8	145,4	145,6	171,0	181,3	188,4	3,9%	29,5%
dont comptes d'épargne logement	110,0	110,0	112,2	110,8	110,3	110,0	108,9	109,0	0,1%	-1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	741,4	636,1	650,3	713,7	712,1	722,0	786,1	732,3	-6,8%	2,6%
dont comptes créditeurs à terme	401,2	345,3	390,9	520,0	515,6	498,5	529,1	513,8	-2,9%	-1,2%
dont bons de caisse	1,2	1,1	1,9	1,4	1,4	1,4	1,3	0,8	-39,2%	-42,6%
dont certificats de dépôt	37,6	35,1	38,5	43,6	37,5	47,5	46,8	57,0	21,8%	30,6%
dont OPCVM monétaires	301,4	254,7	219,0	148,6	157,5	174,6	209,0	160,7	-23,1%	8,2%
Épargne à long terme	1 855,993	2 021,670	2 183,040	2 209,407	2 223,467	2 258,579	2 255,562	2 261,965	0,3%	2,4%
dont plans d'épargne logement	437,156	438,743	441,9	450,0	447,8	457,4	457,8	459,8	0,4%	2,2%
dont plans d'épargne populaire	81,592	78,675	72,3	69,9	69,2	69,7	68,9	67,9	-1,5%	-2,8%
dont autres comptes d'épargne	6,531	6,508	5,8	5,6	5,8	5,5	5,4	5,5	0,3%	-2,2%
dont actions	53,020	58,563	79,9	52,5	52,9	53,4	50,1	51,5	2,9%	-1,9%
dont obligations	141,504	154,189	146,6	167,6	175,7	176,5	167,1	164,8	-1,4%	-1,7%
dont OPCVM non monétaires	114,321	111,207	122,6	94,1	89,1	89,6	87,6	80,0	-8,7%	-15,0%
dont contrats d'assurance-vie	1 021,869	1 173,785	1 314,0	1 369,6	1 383,1	1 406,6	1 418,5	1 432,5	1,0%	4,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : septembre 2013